



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 18 - du 18 septembre au 15 octobre 2018

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	2017 (INE)	2,8
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab*)	2,3
Déficit public (% du PIB)	2017 (INE)	-3,0**
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	-0,7
Solde primaire (% du PIB, 2017) (Gouvernement)		3,0
Dette (% du PIB)	2017 (INE)	124,8
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	122,2
Exportations de biens (Md€, 1 ^{er} semestre 2018) (INE)		29,5
Importations de biens (Md€, 1 ^{er} semestre 2018) (INE)		37,2
Exportations de services (Md€, 1 ^{er} semestre 2018) (Banco de Portugal)		14,3
Importations de services (Md€, 1 ^{er} semestre 2018) (Banco de Portugal)		7,5
Inflation sous-jacente (% , septembre 2018) (INE)		0,9
Taux de chômage	(% , 2017) (INE)	8,9
	(% , prévision fin 2018) (Gouvernement - Pstab)	7,6
	(% , juillet 2018) (INE)	6,8

* Programme de stabilité.

** hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB.

Situation macroéconomique

- **Les chiffres de la croissance et de la dette pour 2016 et 2017 ont été revus à la hausse**

L'Institut national des statistiques (INE) a revu à la hausse la croissance du Portugal à **1,9 % du PIB en 2016** (soit + 0,5 p.p. par rapport aux estimations antérieures) et **2,8 % en 2017** (soit + 0,1 p.p.). La dette publique portugaise a été revue à la baisse, passant de 125,7 % du PIB en 2017 à 124,8 %. Mário Centeno a souligné qu'en 2018, le Portugal respecterait ses objectifs pour la 3^{ème} année consécutive en termes de déficit, de dette et d'investissement. La Banque du Portugal vient par ailleurs d'estimer que les prévisions gouvernementales pour 2018 pour le déficit (0,7 % du PIB) et la croissance (+ 2,3 %) étaient réalisables.

Situation budgétaire

- **L'IGCP a émis 1,4 Md€ en billets du Trésor et 782 M€ en obligations du Trésor**

Le 19 septembre, l'Institut de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) a réalisé deux émissions de billets du Trésor à des taux négatifs, pour un montant de **400 M€ et de 1 Md€**, respectivement avec des maturités à **6 mois à un taux de -0,32 %** (contre -0,34 % lors de la dernière émission) et à **1 an à un taux**

de **-0,27 %** (contre -0,28 % en juillet). Le 10 octobre, l'IGCP a encore émis 782 M€ en obligations du Trésor à 10 ans à un taux de 1,94 %, contre 1,85 % lors de la dernière émission.

- **La dette souveraine portugaise est considérée en qualité d'investissement par Moody's et DBRS**

Le 12 octobre, l'agence de notation américaine *Moody's* a relevé **la note de crédit du Portugal à « Baa3 », en l'assortissant d'une perspective stable, tandis que l'agence canadienne DBRS a confirmé la note de « BBB » également avec une perspective stable.** La dette souveraine portugaise est désormais catégorisée en investissement avec une perspective stable par les principales agences de notation.

Situation des établissements bancaires

- **La directive sur le régime juridique des services de paiement et de monnaie électronique a été transposée**

Le 27 septembre, le Conseil des Ministres a adopté la nouvelle réglementation pour les services de paiement et de monnaie électronique. **Il s'agit de la transposition de la directive 2015/2366 qui aurait dû être transposée avant janvier 2018.** Elle vise à établir un marché des paiements européen permettant l'accès à l'information bancaire en temps réel pour les prestataires de service de paiement.

- **Novo Banco prévoit une injection de 726 M€ du fonds de résolution en 2019**

Au vu des résultats du 1^{er} semestre, la banque *Novo Banco* estime qu'il lui faudra **une injection de 726 M€ du fonds de résolution en 2019. Ce montant ne sera confirmé qu'en fin d'année** lors de la publication des résultats annuels de la banque, détenue à 75 % par le fonds d'investissement américain *Lone Star* et à 25 % par le fonds de résolution financé par les banques et l'Etat. Le mécanisme de capital contingent, prévu en 2017 lors de la vente par la Banque du Portugal et le fonds de résolution de *Novo Banco* à *Lone Star*, limite les injections de capital par le fonds de résolution à 850 M€ par an et à 3,89 Md€ au total en cas de pertes sur certains actifs à risque entraînant une diminution du ratio de capital en dessous de 12 %.

- **Goldman Sachs International conteste le remboursement aux actionnaires de BES de 104 M\$ que réclame la Banque du Portugal**

La Banque du Portugal estime que la filiale britannique *Goldman Sachs International* (GSI) doit verser **104 M\$ aux actionnaires de Banco Espírito Santo** (BES). Pour rappel, lors de la résolution bancaire de 2014 qui a mené à la création de la banque *Novo Banco* et à la transformation de BES en *bad bank*, la Banque du Portugal avait décidé de ne pas transférer vers *Novo Banco* un prêt de 835 M\$ accordé à BES par le véhicule financier *Oak Finance*. Cette décision avait été justifiée par l'inéligibilité à un sauvetage public d'un actionnaire possédant plus de 2 % du capital de la banque résolue (ce qui était le cas de GSI avec BES).

La Banque du Portugal a constaté que, seulement 4 jours avant l'annonce de la résolution de BES, **GSI avait reçu un versement anticipé de 104 M\$ d'intérêts et commissions au titre de la création du véhicule financier Oak finance.** Ce véhicule était dédié à l'émission des titres adossés à un prêt de 835 M\$ à BES, ces titres étant par la suite acquis par GSI et ses clients investisseurs. Or, la Banque du Portugal estime que GSI avait connaissance de l'insolvabilité imminente de BES et cherchait à s'en prévenir en créant un véhicule agissant pour son compte. En conséquence, selon elle, le prêt accordé par *Oak Finance* doit demeurer dans

BES et l'avance de 104 M\$ doit être remboursée à BES au nom de l'égalité de traitement entre créanciers. **Le président non exécutif de GSI a contesté cette décision devant le Tribunal de Commerce de Lisbonne.**

Sectoriel

- **Le gouvernement élabore son Programme national d'investissement 2030**

En septembre, le Ministre des infrastructures Pedro Marques a exprimé **sa volonté d'élaborer un Programme national d'investissement 2030 «largement consensuel»**, le principal objectif étant la compétitivité extérieure du pays, en mettant l'accent sur les transports. Son élaboration devrait avoir lieu en octobre avant d'être soumis pour avis obligatoire au Conseil supérieur des travaux publics (créé en septembre par un récent décret) puis à l'Assemblée de la République. Le programme national d'investissement 2030 concerne les grands investissements structurels du pays (de plus de 75 M€) dans les infrastructures pour les transports, l'environnement et l'énergie sur la période 2021-2030. Il fait partie du prochain cadre financier pluriannuel «*Portugal 2030*» qui programme l'allocation des fonds européens dans les projets d'investissement.

- **Le gouvernement contraint EDP à rembourser aux consommateurs un excès de compensations versées au titre de l'annulation des obligations d'achat à long terme d'électricité**

Le gouvernement a annoncé que l'électricien portugais *Eletricidade de Portugal* (EDP) avait reçu un excès de compensations (CMEC - *custos de manutenção do equilíbrio contratual*) au titre de l'annulation en 2007 des obligations d'achat à long terme d'électricité. Il estime **qu'EDP doit rembourser 285 M€ aux consommateurs portugais**, via une baisse du prix de l'électricité ou une diminution du déficit tarifaire (5 Md€ en 2017). Le gouvernement étudie encore **la possibilité de réclamer 72 M€ supplémentaires**. Les CMEC sont **sujets à polémique**, leur mise en place faisant l'objet de soupçons de corruption et de conflits d'intérêt. Après que le Procureur général de la République a conclu en 2017 à l'invalidité du calcul des CMEC, le gouvernement avait alors chargé le régulateur de l'énergie ERSE et la Direction générale de l'énergie et de la géologie d'évaluer l'excès de CMEC versé. **L'électricien a annoncé son intention de faire appel au Tribunal d'arbitrage international de l'énergie**. Ses résultats pour 2018 pourraient être réduits de moitié.

Selon le président exécutif d'EDP, António Mexia, cette situation expliquerait **la décision du 2^{ème} actionnaire d'EDP, Capital Group, de réduire fin septembre sa position de 9,97 % à 3 % dans le capital de l'entreprise puis de s'en retirer totalement le 14 octobre**. Le 1^{er} actionnaire demeure *China Three Gorges* (23,27 % du capital), qui a lancé une OPA sur EDP en mai, offrant 3,26 € par action. Les actions du groupe ont dernièrement baissé, pour atteindre 3,05 € (15 octobre).

Divers

- **Le gouvernement portugais est remanié à la veille de l'annonce du projet de Budget 2019**

Le 14 octobre, la veille de l'annonce du projet de Budget 2019, le Premier ministre António Costa a remanié son gouvernement. Le ministre de la Défense José Alberto Azeredo Lopes, qui a démissionné suite à une affaire de vol de matériel militaire, a été remplacé par un ancien secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, João Gomes Cravinho. Le ministre adjoint auprès du Premier ministre **Pedro Siza Vieira devient également ministre de l'Economie**, remplaçant Manuel Caldeira Cabral, tandis que le gouvernement compte

deux nouvelles ministres : Marta Temido à la Santé et Graça Fonseca à la Culture. Enfin, **le portefeuille de l'énergie est transféré du ministère de l'Economie vers celui de l'Environnement** (renommé ministère de l'Environnement et de la Transition énergétique, dirigé par le ministre Pedro Matos Fernandes).

- **Le Web Summit restera dix années supplémentaires à Lisbonne**

Le 3 octobre, le Premier ministre António Costa a annoncé que le *Web Summit* se maintiendrait à Lisbonne jusqu'en 2028. Cette déclaration vient mettre un terme à des mois de tractation durant lesquels Berlin, Londres et Valence ont été particulièrement actifs pour héberger cette conférence technologique. Cette dernière, créée en 2010 à Dublin, avait déménagé à Lisbonne en 2015 dans le cadre d'un contrat de 3 ans, renouvelable 2 ans. La décision des organisateurs de demeurer à Lisbonne a été motivée par la qualité des infrastructures (en 2022, sont prévues l'augmentation de la capacité aéroportuaire et la multiplication par deux du centre d'exposition « *Feira Internacional de Lisboa* » où se déroule l'événement) et le soutien financier des autorités portugaises (11 M€ d'investissement public par an, contre seulement 1,3 M€ par an jusqu'à cette année). Si le *Web Summit* venait à quitter Lisbonne avant 2028, l'organisation devrait verser une compensation de 340 M€ par an au gouvernement portugais.

Selon les estimations gouvernementales, l'édition 2017 du *Web Summit* a eu un impact direct de 300 M€ dans l'économie portugaise ; près de 60.000 personnes de 170 pays et plus de 2.100 start-ups y ont participé.

- **Talkdesk est la 3^{ème} « licorne » d'origine portugaise**

Après sa dernière levée de fonds de « série B » de 100 M\$, l'entreprise *Talkdesk*, fondée par deux Portugais, est passée au rang de « licorne », c'est-à-dire de startup valorisée à plus d'1 Md\$. Elle propose des logiciels pour des centres d'appels accessibles aux PME, basés dans le nuage. Deux autres licornes sont d'origine portugaise : *Farfetch*, spécialisé dans la vente de vêtement de luxe en ligne, et *OutSystems*, dédié à des solutions de développement de logiciel via une interface visuelle intuitive au lieu d'un codage traditionnel.

- **Le gouvernement lance de nouveaux programmes pour les entreprises du numérique**

Fin septembre, le Ministre portugais de l'économie Manuel Cabral a annoncé le lancement de deux des 19 mesures évoquées en juillet pour les entreprises du numérique : le « *Tech Visa* » permettra désormais de faciliter la venue de cadres hautement qualifiés pour des contrats de 2 ans minimum dans des grandes entreprises du numérique, principalement celles spécialisées dans les logiciels ; et le programme « *KEEP* » (*Key Employee Engagement Program*) permettra aux petites entreprises de rivaliser avec les grandes entreprises offrant des salaires plus élevés pour attirer des travailleurs hautement qualifiés, en leur permettant de les rémunérer au travers de participations au capital.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gov.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

Rua Santos-o-velho, 5,

1249-079 Lisbonne

PORTUGAL

Rédigé par : Léa AUTIER

Revu par : Stanislas GODEFROY